

# Les femmes restent mobilisées pour la défense de leurs droits

POLOGNE Un an après son lancement, le « Black Protest » redescend dans la rue pour maintenir la pression sur le gouvernement

## VARSOVIE

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Aujourd'hui comme il y a un an, la pluie annonce l'automne partout en Pologne. Aujourd'hui comme il y a un an, des parapluies multicolores s'ouvrent dans plus de 44 villes polonaises. Des femmes tout de noir vêtues envahissent ce mardi les espaces publics des grandes et des petites villes en Pologne. Un an après le « Black Protest », la mobilisation des femmes en Pologne pour défendre leurs droits ne faiblit pas.

« Nous ne voulons pas être gentilles », lance Marta Lempart, l'initiatrice du mouvement « Ogolnopolski strike kobiet », « Women on strike » en anglais. Ce réseau d'abord organisé grâce à l'internet regroupe des centaines de milliers de femmes dans tout le pays. L'ambition de cette organisation informelle est de soutenir les femmes dans les villes moyennes et petites, beaucoup plus esseulées que celles de Varsovie dans leur lutte contre l'église ultra-catholique et la montée du conservatisme. « C'est une date importante pour nous.

*Nous en sommes fières. Le « Black Protest » était efficace. Nous avons réussi à faire plier le gouvernement ».*

Revenons en arrière. Été 1993 : Malgré des manifestations monstres, suite à un arrangement entre l'opposition et l'église qui a soutenu les dissidents dans leur lutte contre le communisme, un compromis autorise l'avortement uniquement dans les cas d'inceste, de viol ou de malformation irréversible du fœtus. Ce qui rend la législation polonaise sur l'avortement une des plus strictes d'Europe. Krystyna Kacpura du Planning familial fulmine : « Les droits femmes ont été immolés sur l'autel de la lutte pour la démocratie. Nous avons payé, nous les femmes pour la démocratie polonaise en sacrifiant nos droits à décider de nos corps. Cet absurde compromis de 1993 s'est fait sans les femmes. Il a été conclu uniquement par les hommes : les hommes de l'église d'un côté, les hommes politiques de l'autre. »

Ce mutisme s'achève en septembre 2016. Un projet de loi citoyen présenté par un groupe ultra-catholique, « Iuris Ordinis », et soutenu par le gouverne-

ment demande l'interdiction totale de l'avortement. Ce projet prévoit même de pénaliser les récalcitrantes. La prison ? Trop c'est trop. Surtout pour une star du cinéma, Krystyna Janda. Cette Catherine Deneuve polonaise, actrice fétiche

d'Andrzej Wajda, l'héroïne de « L'Homme de fer », Palme d'or à Cannes en 1981, sort de son silence. Elle lance sur son compte Twitter un appel à la mobilisation. « J'appelle les femmes à ne pas venir travailler durant une journée ». C'est l'étincelle qui met le feu aux poudres. Janda ne se rendait pas compte de la portée de son appel. En quelques heures une page Facebook appelle à suivre son idée. Le « Black protest » est né. « Black », car les Polonaises sont en deuil de leurs droits.

Au bout d'une semaine, c'est le raz-de-marée. Le mouvement « Women on strike » mobilise des centaines de milliers de femmes. Le 3 octobre 2016, elles sont dans la rue. C'est la déferlante. Malgré les trombes d'eau, malgré les médias publics qui tentent de minimiser le mouvement. Le gouvernement finit par céder. Le projet de loi ne sera même pas présenté au vote, il sera rejeté par une commission parlementaire. Les femmes réussissent l'exploit auquel rêvaient les défenseurs de la Constitution et des médias libres. Et il se dit de plus en plus en Pologne que seules les femmes peuvent faire chavirer le gouvernement conservateur.

Depuis un an, le réseau des « Women on strike » s'étend et concerne autant des anciennes dissidentes, que des jeunes de 18 ans pour lesquelles c'était le premier engagement politique. Avec d'autres mouvements spontanés et citoyens créés sur la vague des mobilisations de l'automne dernier, les femmes ont décidé de s'unir et de réitérer l'exploit. Aujourd'hui l'enjeu est de présenter un projet de loi qui libéraliserait l'avortement : le collectif « Rotujmy Kobiety », « Sauvons les femmes », a récolté depuis l'été 100.000 signatures sous ce projet - ce qui est suffisant pour le présenter à l'Assemblée.

Mais les femmes voudraient encore en récolter plus. Et même si une libé-

lisation de l'avortement avec une majorité conservatrice à l'Assemblée est aujourd'hui impossible, « Rotujmy Kobiety » défend cette démarche : « C'est une action d'éducation et de sensibilisation que nous menons dans les petites villes. Nous montrons que nous n'avons pas peur d'aborder le sujet et nous redonnons confiance aux femmes. Grâce à cela, nous avons observé une évolution en un an des opinions favorables à la libéralisation de l'avortement qui est passé de 42 % à presque 50 % », se félicite Marta Lempart. Les Polonaises ne baissent pas les bras, même si leur reste bien du chemin à parcourir. ■

MARIA SZYMANOWSKA

## AVORTEMENT

### Un parcours de combattante

« Je ne voulais pas aller voir un médecin à Varsovie de peur de tomber sur quelqu'un qui critiquerait mon choix. J'ai passé l'internet au peigne fin. Je suis finalement tombée sur cette clinique en Allemagne », témoigne Monika, qui a choisi de partir à l'étranger pour pratiquer l'IVG sans en parler ni à ses proches, ni à sa famille. Selon le planning familial, elles seraient plus de 100.000 chaque année à choisir un avortement clandestin ou à l'étranger, dans un des pays voisins où les lois sont plus clémentes pour les femmes. Celles qui ont le moins d'argent vont en Slovaquie - l'intervention y coûte 250 euros. D'autres choisissent la Lituanie ou l'Allemagne. Car en Pologne, de plus en plus de médecins évoquent - par conviction ou par peur - la clause de conscience - qui leur permet de refuser de pratiquer l'avortement. En riposte, l'Union des organisations des femmes a mis en place un annuaire des médecins tolérants et un « Livre noir » de ceux à ne pas contacter. Une petite victoire dans cette bataille pour leurs droits que les Polonaises livrent à l'Église.

M.S.